



Pouvoir adjudicateur : Parc national du Mercantour

MARCHE PUBLIC A PROCÉDURE ADAPTÉE,
passé en application des articles L 2123-1 et R 2123-1 et suivants du Code
de la Commande Publique

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

**Étude visant à l'évaluation de l'efficacité des colliers anti-loup (CAL) dans un
contexte pastoral caractéristique du territoire du Mercantour et plus largement
des Alpes du Sud**

Table des matières

Article 1 : Objet, procédure, forme et durée du marché public.....	3
1.1 Objet du marché public.....	3
1.2 Procédure de passation.....	3
1.3 Forme du marché public et phasage.....	3
1.4 Durée du marché public.....	3
Article 2 : Pièces constitutives du marché public.....	3
Article 3 : Contexte des prestations.....	4
Article 4 : Description des prestations attendues.....	4
4.1 Phase 1: Acquisition de connaissances sur l'activité et l'utilisation de l'espace par le loup sur l'alpage et en périphérie.....	5
4.2 Phase 2 : Acquisition de connaissances sur l'activité et l'utilisation de l'espace par le troupeau et les chiens de protection (CPT) sur l'alpage et en périphérie.....	5
4.3 Phase 3 : Analyses des données acquises lors des phases 1 et 2.....	6
4.4 Phase 4 : Restitution des résultats de l'étude et préconisations de gestion.....	6
Article 5 : Modalités d'exécution.....	7
5.1 Correspondants du titulaire et du Parc national du Mercantour.....	7
5.2 Réunions.....	7
5.3 Délais d'exécution.....	7
5.4 Éléments techniques des rendus.....	7
Article 6 : Prix du marché.....	8
6.1 Contenu des prix.....	8
6.2 Nature des prix.....	8
Article 7 : Modalités de facturation et de règlement.....	8
7.1 Dispositions générales.....	8
7.2 Formalités de facturation.....	8
7.3 Clauses de financement.....	9
Article 8 : Pénalités.....	9
Article 9 : Assurances.....	9
Article 10 : Application de l'article D.8222-5 du code du travail.....	9
Article 11 : Cession du marché public.....	10
Article 12 : Résiliation du marché public.....	10
12.1 Résiliation aux torts du titulaire.....	10
12.2 Résiliation unilatérale.....	10
Article 13 : Règlement des litiges.....	10

Article 1 : Objet, procédure, forme et durée du marché public

1.1 Objet du marché public

La présente consultation vise à sélectionner un prestataire pour réaliser une étude visant à expérimenter l'efficacité des colliers effaroucheurs anti-loup en tant que solution non létale pour améliorer la cohabitation homme-loup. Elle s'inscrit dans la continuité du programme LIFE WolfAlps EU (2019-2024) et du Plan National d'Actions sur le loup et les activités d'élevage.

Le siège du Parc national du Mercantour est situé au 23, rue d'Italie, CS51316, 06006 NICE Cedex 1. Il est représenté par Madame Aline Comeau, directrice et représentante du pouvoir adjudicateur.

La prestation, objet du marché, relève de la classification principale CPV suivante : 71351700-0 : Services de prospection scientifique.

1.2 Procédure de passation

Le marché public est passé en application de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26/11/2018 relative à la partie législative du Code de la Commande Publique et le décret n° 2018-1075 du 03/12/2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

La procédure utilisée est la suivante : procédure adaptée, conformément à l'article L. 2123-1 du Code de la Commande Publique.

1.3 Forme du marché public et phasage

Le présent marché est un marché forfaitaire.

L'exécution des prestations est déclinée en 4 phases différentes telles que décrites à l'article 4 du présent cahier des charges.

Le présent marché n'est pas alloti, car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

1.4 Durée du marché public

Le titulaire devra conduire les travaux qui lui sont confiés entre le 28 avril 2025 et le 28 février 2026.

Article 2 : Pièces constitutives du marché public

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, les pièces contractuelles du marché, énumérées ci-après par ordre décroissant de priorité, sont :

1. l'acte d'engagement signé par le titulaire et ses annexes éventuelles, y compris son annexe financière, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Parc national du Mercantour fait seul foi ;

2. le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Parc national du Mercantour fait seul foi ;

3. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 (JORF n° 0066 du 19 mars 2009). Ce document d'ordre général n'est pas joint matériellement au présent marché public, mais les candidats déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter. Il est applicable pour tout ce à quoi il n'est pas formellement dérogé par le présent CCP.

4. l'offre technique du titulaire.

Tous les documents faisant partie du contrat sont considérés comme étant cohérents entre eux et

complémentaires. Ce contrat doit être considéré comme étant un tout. En cas de différences, de contradictions ou ambiguïtés dans les stipulations des différents documents contractuels, le titulaire notifie au Parc national du Mercantour ces différences ou contradictions. Les Parties se réunissent pour statuer sur l'interprétation à retenir.

Article 3 : Contexte des prestations

Le loup *Canis lupus* a fait son retour naturel en France par le Parc national du Mercantour en 1992 (Poulle *et al.*, 2000). Ce retour a bouleversé le quotidien des éleveurs-bergers, en particulier ceux de la filière ovine bien présents dans cette région alpine empreinte de pastoralisme. Aujourd'hui, bien que le loup ait colonisé tout le quart sud-est de la France, le département des Alpes-Maritimes reste le territoire le plus impacté par la prédation sur les troupeaux (DREAL AURA, 2023).

Éleveurs et bergers ont dû adapter leurs pratiques et réinstaurer progressivement la mise en place des mesures de protection des troupeaux. Dans le Parc national du Mercantour, les éleveurs ovins sont aujourd'hui équipés d'au moins deux si ce n'est des trois mesures de protection les plus couramment utilisées, à savoir les chiens de protection de troupeaux (CPT), les parcs de nuit électrifiés et un gardiennage renforcé par l'éleveur lui-même ou le berger qu'il emploie (Berzins, 2024). Bien que la mise en place de ces dispositifs peut freiner, limiter et déjouer les tentatives de prédation (Landry *et al.*, 2020), le risque zéro n'existe pas. Le système n'est pas infaillible, et il arrive que les loups réussissent leurs attaques sur les troupeaux protégés, notamment en journée lorsque les troupeaux sont en parcs.

Des mesures d'effarouchement du loup sont parfois utilisées en complément du triptyque de protection. Visant à surprendre et dissuader le prédateur de s'approcher des troupeaux, de nombreuses techniques ont déjà été testées (dispositifs sonores, visuels, olfactifs...) (RN74, 2022). Depuis 2017, un dispositif innovant est à l'essai sur plusieurs troupeaux ovins et bovins : les colliers effaroucheurs. Inspiré du E-shepherd utilisé en Afrique du Sud sur les léopards et les chacals, ce collier émet de la lumière et des ultrasons lorsqu'il détecte une accélération de l'animal équipé, typiquement au moment de l'approche ou de l'attaque du prédateur. Jusqu'à présent, les expérimentations ont été réalisées en milieu ouvert et sur des troupeaux de petits effectifs (< 100 brebis) (CICAL, 2023). Bien que les premiers résultats soient prometteurs, les tests réalisés nécessitent d'être scientifiquement améliorés et prolongés pour conclure sur l'efficacité du dispositif, notamment afin de pouvoir le proposer comme une solution fiable ou non pour améliorer la protection des troupeaux.

L'étude vise à expérimenter l'efficacité des colliers effaroucheurs anti-loup en tant que solution non létale pour améliorer la cohabitation homme-loup. Elle s'inscrit dans la continuité des actions menées par le PNM dans le cadre du programme LIFE WolfAlps EU (2019-2024) et du Plan National d'Actions sur le loup et les activités d'élevage. L'expérimentation se concentrera sur un foyer de prédation du Parc national du Mercantour. Deux prérequis nous sont essentiels : mener l'expérimentation sur un troupeau soumis à une forte pression de prédation, et le faire sur un troupeau-type correspondant à la majorité des exploitations fortement soumises à la prédation dans les Alpes du sud, à savoir les troupeaux ovins viande d'environ un millier de brebis allaitantes. Les conclusions de cette étude constitueront un outil d'aide à la décision pour évaluer l'intérêt d'un déploiement des colliers à plus grande échelle.

Article 4 : Description des prestations attendues

Le titulaire devra réaliser l'ensemble des actions décrites ci-dessous et scindées en différentes phases. Un nombre de journées homme par phase est donné à titre indicatif pour que les candidats puissent répondre plus précisément au présent cahier des charges. Il n'a pas vocation à être appliqué à la lettre et vise plutôt à une meilleure compréhension de la mission. Ainsi, le budget temps estimé par le pouvoir adjudicateur pour chaque phase est :

- phase 1 : 15 journées homme
- phase 2 : 15 journées homme
- phase 3 : 75 journées homme
- phase 4 : 15 journées homme

4.1 Phase 1: Acquisition de connaissances sur l'activité et l'utilisation de l'espace par le loup sur l'alpage et en périphérie

4.1.1 Descriptif des actions

L'objectif principal de cette action est d'acquérir un maximum d'informations sur la fréquentation de l'alpage et de sa périphérie immédiate par le loup afin d'estimer « l'intensité de présence » du prédateur et surtout de croiser ces données avec celles de la phase 2. Cela nous permettra de vérifier si les colliers se sont bien déclenchés lors des potentielles attaques/passages de loups grâce au suivi par pièges-photos.

4.1.2 Déroulement de la phase 1

L'alpage sera équipé d'une vingtaine de pièges-photos permettant une surveillance continue de la présence des loups sur l'alpage et leur effectif minimal. Les passages de loups seront mis en relation avec le déclenchement des colliers effaroucheurs et la localisation du troupeau donnée par les colliers GPS installés sur les brebis (phase 3).

Le positionnement des pièges photo devra être fait non pas de manière aléatoire, mais au contraire pour tenter de maximiser la détection du loup.

La pose des pièges photo devra être faite à minima un mois avant l'arrivée du troupeau, mi juin, afin d'avoir des données de références sur l'utilisation de l'alpage par le loup, tout en assurant une période d'habituation du prédateur.

4.1.3 Récapitulatif des livrables à l'issue de la phase 1

Les livrables à remettre pour achever l'exécution de la phase 1 sont les suivants :

- la liste des données de passages de loup
- les cartographies présentant la localisation des pièges photos
- la fiche de métadonnées
- un compte rendu de la session de pose des pièges photo sur le terrain
- la note méthodologique détaillant la stratégie retenue

4.2 Phase 2 : Acquisition de connaissances sur l'activité et l'utilisation de l'espace par le troupeau et les chiens de protection (CPT) sur l'alpage et en périphérie

4.2.1 Descriptif des actions

Les colliers anti loup (CAL) émettent des ultrasons oscillants à haute fréquence. Il dispose de plusieurs couleurs de LED : jaune, bleu et blanc, correspondant aux couleurs perçues par le chien. Il comprend plus de 20 programmes de clignotement différents et plusieurs temps d'activation : 3 temps de diffusion de 10, 15, 20 secondes. Plus de 180 combinaisons sont disponibles pour éviter l'accoutumance. De plus, il existe 3 types de colliers permettant d'adapter le dispositif sur différents animaux (bovins, ovins, caprins, chevaux).

Les CAL seront installés sur le troupeau retenu, avec un ratio de 1 collier pour 15 brebis selon les recommandations du fabricant, soit 80 colliers installés sur un troupeau comptant environ 1100 bêtes. Les mêmes brebis seront également équipées au même moment de colliers GPS.

L'ensemble des chiens de protection du troupeau (CPT) seront également équipés de colliers GPS.

Il sera également nécessaire de vérifier que les ultrasons émis par les colliers n'affectent pas le travail des CPT ni le bien-être du troupeau. En effet, les colliers effaroucheurs émettent des ultrasons dont la plage de fréquence est audible par les canidés.

4.2.2 Déroulement de la phase 2

Les CAL seront installés sur le troupeau retenu juste avant sa montée en alpage, avec un ratio de 1 collier pour 15 brebis selon les recommandations du fabricant, soit 80 colliers installés sur un troupeau comptant environ 1100 bêtes. Les mêmes brebis seront également équipées au même moment de colliers GPS.

L'ensemble des chiens de protection du troupeau (CPT) seront également équipés de colliers GPS.

Analyse et proposition d'une grille d'évaluation du comportement des CPT et du troupeau face aux ultrasons émis par les CAL.

4.2.3 Récapitulatif des livrables à l'issue de la phase 2

Les livrables à remettre pour achever l'exécution de la phase 2 sont les suivants :

- compte rendu de pose des colliers CAL et GPS
- rapport sur le comportement des CPT et du troupeau face aux colliers CAL en fonctionnement

4.3 Phase 3 : Analyses des données acquises lors des phases 1 et 2

4.3.1 Descriptif des actions

C1 – Contextualisation de l'étude et hypothèses de travail

Pour contextualiser l'étude, le prestataire devra réaliser un travail de synthèse sur l'alpage retenu comprenant notamment une étude des données historiques concernant les pratiques pastorales, les attaques de loups et les tirs de prélèvement.

En plus de tenter de vérifier l'hypothèse principale de l'étude qui est que les colliers effaroucheurs réduisent significativement les attaques de loups sur les troupeaux soumis à une forte pression de prédation, sans affecter négativement le travail des chiens de protection et le bien-être des brebis, le prestataire listera l'ensemble des hypothèses annexes auxquelles le jeu de données acquis en phase 1 et 2 pourra répondre.

C2 – Estimation de l'efficacité des CAL à partir des données d'attaques

Ces analyses visent à comparer les données d'attaques antérieures à l'année de pose des CAL. Cette comparaison interannuelle doit permettre de mettre en évidence ou non un effet sur la prédation du dispositif testé avec un seuil de confiance de 95 % pour le troupeau retenu dans l'étude.

C3 – Analyse de l'activité lupine constatée par rapport à la prédation

Cette action a pour objectif d'analyser les données loup acquises grâce au dispositif de piège photo, elle devra comporter des aspects d'intensité de présence, le taux d'activité diurne ou nocturne, elle permettra également de comparer les localisation des passages de loups avec les lieux de prédation ou de tentative de prédation (croisement des données des constats de dommage, des CAL et des GPS).

C4 – Utilisation spatiale fine de l'alpage par le troupeau

Le nombre de colliers GPS sur les brebis mais aussi sur l'ensemble des CPT va permettre une analyse très fine de l'utilisation de l'alpage par le troupeau et par les CPT. Les analyses du comportement des brebis seront menées de manière standardisée en suivant les préconisations du projet PERSEE (repos, alimentation, déplacement). Par ailleurs, les données acquises sur les CPT durant une saison complète et sur l'ensemble des chiens permettront d'analyser finement les comportements individuels et collectifs selon les contextes (prédation, repos du troupeau, jour/nuits, déclenchement des CAL ...).

4.3.2 Déroulement de la phase 4

La phase 3 se déroulera à l'issue de la saison d'estive lorsque le troupeau aura quitté l'alpage et que l'intégralité des données auront été collectées. Une partie des données pourra être stockée et triée avant cette date, mais les analyses ne débuteront qu'une fois le jeu de données complet.

Le prestataire devra clairement énoncer les hypothèses et la façon dont il propose d'y répondre. Des réunions préalables pourront être faites entre prestataire et PNM, un point d'étape intermédiaire sera également réalisé pour pouvoir réorienter certaines analyses si nécessaire.

Les analyses concernant l'utilisation spatiale de l'alpage par les brebis seront menées selon la méthodologie du projet PERSEE porté par le Laboratoire d'ECologie Alpine de Grenoble, le PNM s'engage à faciliter le lien entre le prestataire et le LECA.

4.3.3 Récapitulatif des livrables à l'issue de la phase 3

Les livrables à remettre pour achever l'exécution de la phase 3 sont les suivants :

- l'intégralité des données recueillies (données GPS, tableur des données de passage de loup sur piège photo)
- un rapport détaillant la méthodologie, les principaux résultats et les cartographies. Il est entendu que la réponse sur l'efficacité des CAL ne portera que sur le cas d'étude à savoir le troupeau test.

4.4 Phase 4 : Restitution des résultats de l'étude et préconisations de gestion

4.4.1 Descriptif des actions

D1 – Publication et diffusion des principaux résultats

Le prestataire produira un document résumant les principaux résultats de l'étude et les interrogations qui subsistent à l'issue de l'étude. L'objectif de ce document est qu'il soit diffusé le plus largement possible, notamment auprès des administrations, des agriculteurs et de leurs conseils.

D2 – Production de préconisations d'utilisation des CAL pour ce type de troupeau

Un document d'une à deux page(s) résumera les principaux résultats sous un format type « fiche technique ».

D3 – Organisation d'une journée de restitution des résultats en présentiel auprès de la profession agricole

D4 – Organisation d'une journée de restitution des résultats auprès des agents du PNM

4.4.2 Déroulement de la phase 4

4.4.3 Récapitulatif des livrables à l'issue de la phase 4

Les livrables à remettre pour achever l'exécution de la phase 3 sont les suivants :

- un document, format à définir par le prestataire, commentant les connaissances acquises et les principaux résultats, ainsi que les perspectives d'actions futures (D1)
- une fiche technique résumant les conseils d'utilisation des CAL dans le contexte de l'étude (D2)
- les supports de présentation pour les journées de restitution (D3, D4)

Article 5 : Modalités d'exécution

5.1 Correspondants du titulaire et du Parc national du Mercantour

Le titulaire désigne un superviseur, sur la base de son offre, chargé de suivre l'exécution du présent marché. Il dispose d'un pouvoir hiérarchique suffisant pour prendre rapidement toute décision ou mesure corrective qui s'impose.

Pour le Parc national du Mercantour, le service Connaissance et Gestion du Patrimoine (CGP) sera l'interlocuteur principal du titulaire du marché, et notamment le Chef de service et la Chargée de mission Faune qui assureront un rôle de coordination générale sur le plan technique et fonctionnel.

Le Secrétariat Général du Parc national du Mercantour restera le seul et unique interlocuteur du titulaire pour les aspects administratifs et financiers liés à l'exécution du marché.

5.2 Réunions

Le phasage des actions à réaliser pour la bonne exécution du marché conduit à la tenue d'au minimum 5 réunions, à raison d'une réunion tous les deux mois minimum.

Le nombre de réunions est susceptible d'évoluer selon les besoins de la mission. Il pourra s'avérer supérieur selon les aléas rencontrés au cours du projet. Le prestataire base donc son chiffrage sur ce nombre indicatif.

5.3 Délais d'exécution

De manière générale, les délais d'exécution des prestations objet du marché doivent respecter la durée du marché mentionnée à l'article 1.4 du présent cahier des charges.

Les durées d'exécution des prestations, et notamment de chaque phase, sont celles figurant dans l'offre du titulaire, étant précisé que :

- la restitution des résultats des prospections ne pourra pas dépasser la date d'échéance du marché ;
- la durée de réalisation de chaque phase ne pourra dépasser des délais plafonds qui sont :
 - Phase 1 : 15 novembre 2025
 - Phase 2 : 15 novembre 2025
 - Phase 3 : 31 janvier 2025
 - Phase 4 : clôture du projet au 28 février 2026

Il est précisé néanmoins, en conformité avec l'article 1.4 du présent cahier des charges, que les délais maximaux ci-dessus assignés à chaque phase seront susceptibles d'être modifiés pendant l'exécution du marché par voie d'avenant.

5.4 Éléments techniques des rendus

Les documents rendus devront être attrayants et de lecture facile. Un même modèle de charte graphique proposé par le prestataire et validé par le PNM sera à utiliser pour l'ensemble des documents édités. Ils devront dans tous les cas comporter les logos des financeurs et du Parc national du Mercantour. Les notes,

fiches, comptes-rendus seront toujours livrés à la fois en pdf et dans une version modifiable compatible avec Libreoffice. Les illustrations des documents, notamment les photos, seront livrées dans leur format original en jpg en plus des documents. Elles devront faire mention des crédits photo. Les cartes seront livrées en format pdf et jpg. Ces fichiers devront permettre une impression de bonne qualité en couleur (200 dpi minimum). Les fichiers shapes servant à la cartographie seront livrés au format shape en Lambert 93.

Article 6 : Prix du marché

6.1 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix de l'accord-cadre sont réputés complets. En particulier, les prix comprennent les frais de déplacements et la fourniture éventuelle de documents.

6.2 Nature des prix

6.2.1 Prix forfaitaires

En application de l'article R 2112-6 du Code de la Commande Publique, les prix sont forfaitaires et figurent dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

6.2.2 Prix fermes et non actualisables

En application de l'article R 2112-7 et s. du Code de la Commande Publique, les prix sont fermes et non actualisables pour toute la durée d'exécution du marché public.

Article 7 : Modalités de facturation et de règlement

7.1 Dispositions générales

Le Parc national du Mercantour se libère des sommes dues par virement sur le compte du titulaire défini dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix du marché sont réputés complets.

Le rythme de la facturation suivra les prescriptions suivantes :

- pour les phases 3 et 4 : facturation au terme de chaque phase sur la base des devis présentés par le titulaire en réponse au marché et telles que ces prestations sont décrites en article 4 ;
- pour les phases 1, 2 : plusieurs facturations seront prévues. Les premières factures intermédiaires seront présentées respectivement à l'issue de 15 journées consacrées à l'exécution du marché, puis 30 journées, et seront émises à la suite d'un compte rendu synthétique prenant la forme d'une note d'une page reprenant : l'effort de terrain réalisé (nombre de jours, moyens déployés), les résultats disponibles (si dépouillement fait : nombre de passages de loup, phase 1) et la suite envisagée (secteurs prévus, moyens ...). La troisième facture sera émise au terme des phases 1 et 2 telle qu'elle est décrite en article 4.

7.2 Formalités de facturation

Outre les mentions légales, les factures comprennent les indications suivantes :

- les références et la date de notification du marché ;
- les références du ou des bon(s) de commande (date et numéro) ;
- les montants HT et TTC de la facture ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- l'identité bancaire du titulaire.

En outre, les mentions complémentaires devront figurer sur les factures :

Le taux de TVA est celui en vigueur au mois de réalisation des prestations.

En application des dispositions relatives à la facturation électronique¹, et notamment du caractère désormais définitif de la mise en œuvre de ces nouvelles modalités de transmission, les demandes de paiement sont obligatoirement transmises sous forme dématérialisée au moyen de la solution dénommée «Chorus Pro», accessible à l'adresse suivante pour les fournisseurs des entités publiques : <https://chorus-pro.gouv.fr>. Les retenues dont le titulaire serait redevable au titre des pénalités prévues au présent CCP seront déduites du montant TTC de la facture ou feront l'objet d'une demande de reversement. En cas de changement de domiciliation bancaire du titulaire, celui-ci transmettra au Parc national du Mercantour un exemplaire de son nouveau relevé d'identité bancaire.

7.3 Clauses de financement

7.3.1 Avance

En application de l'article L 2191-3 du Code de la Commande Publique, et sauf renoncement spécifié à l'acte d'engagement, une avance de 20 % est versée au titulaire selon les conditions fixées par l'article R 2191-3 du Code de la Commande Publique.

L'avance est remboursée par précomptes sur les sommes dues au titulaire dans les conditions de l'article R 2191-3 Du Code de la Commande Publique.

7.3.2 Cession et nantissement de créances

Les créances résultant du présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R 2191-46 et s. Du Code de la Commande Publique

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R 2191-59 et s. Du Code de la Commande Publique est désignée à l'acte d'engagement.

Article 8 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, au cas où le titulaire du marché ne respecte pas les délais contractuels d'exécution précisés à l'article 5.3 du présent CCP, il encourt, sauf cas de force majeure ou faute du Parc national du Mercantour, sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes :

Prestation	Pénalité
Livraison des prestations prévues à l'article 4, selon les délais de chaque phase mentionnés à l'article 5.3	Par jour de retard : 50 € TTC pour la phase 1 200 € TTC pour la phase 2 100 € TTC pour la phase 3 200 € TTC pour la phase 4

Article 9 : Assurances

Conformément à l'article 9.1 du CCAG/FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du Parc national du Mercantour ou des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Conformément à l'article 9.2 du CCAG/FCS, le titulaire doit produire les attestations d'assurance en cours de validité, indiquant l'étendue de la responsabilité garantie, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution.

Article 10 : Application de l'article D.8222-5 du code du travail

Le titulaire du marché doit remettre au Parc national du Mercantour tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents listés ci-après (en application de l'article D.8222-5 du code du travail) :

1. Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales lui incombant et datant de moins de six mois ;
2. Une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de

l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;

3. Lorsque son immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il relève d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

4. une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail.

Article 11 : Cession du marché public

Le présent accord-cadre ne pourra, en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sans autorisation écrite et préalable du Parc national du Mercantour.

Article 12 : Résiliation du marché public

12.1 Résiliation aux torts du titulaire

En cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis à l'appui de la candidature ou de l'offre ou du refus de produire les pièces prévues à l'article D.8222-5 du code du travail, le marché sera résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité dans les conditions de l'article 32 du CCAG/FCS et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions de l'article 36 du CCAG/FCS.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les autres obligations du présent accord-cadre, le Parc national du Mercantour serait en droit de résilier le marché aux torts du titulaire, dans les conditions de l'article 32 du CCAG/FCS et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions de l'article 36 du CCAG/FCS.

Dans les cas où la décision de résiliation ne peut intervenir qu'après qu'une mise en demeure notifiée au titulaire soit restée infructueuse conformément à l'article 32.2 du CCAG/FCS, celle-ci est adressée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postal et son délai d'exécution est fixé à 10 jours. Le délai accordé au titulaire pour présenter ses observations est de 10 jours à compter de la date de notification du courrier l'informant de la sanction envisagée.

Le marché résilié est liquidé dans les conditions de l'article 34.3 du CCAG/FCS.

12.2 Résiliation unilatérale

Conformément à l'article 29 du CCAG/FCS, le Parc national du Mercantour peut mettre fin au marché à tout moment pour motif d'intérêt général. L'éventuelle indemnité de résiliation est calculée conformément à l'article 33 du CCAG/FCS et le marché résilié est liquidé dans les conditions de l'article 34.2 du CCAG/FCS.

Article 13 : Règlement des litiges

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent marché, et après épuisement des moyens de recours amiables prévus par la réglementation, le tribunal administratif est seul compétent.